union fédérale des syndicats de l'État

la cgt

Le mardi 2 décembre

Ensemble, mobilisons-nous, pour le progrès social !

COMMUNIQUÉ — MONTREUIL, LE 17 NOVEMBRE 2025

NON, le décalage de la contre-réforme des régimes de retraite de 2023 n'est pas une suspension de cette dernière. Massivement et majoritairement rejetée par les citoyen·nes et les salariés·es, l'urgence de son abrogation est plus que jamais à l'ordre du jour.

Rappelons que le 5 juin 2025, une proposition parlementaire allant dans ce sens avait été majoritairement votée à l'assemblée nationale.

Non, les projets de lois de finances et de financement de la Sécurité sociale ne sont pas acceptables. Ils restent construits sous le joug de l'austérité budgétaire tout en épargnant le patronat et les classes sociales les plus fortunées.

Ainsi, il n'y a toujours pas de taxe Zucman et pas plus de mise en cause des 211 milliards d'euros alloués chaque année aux entreprises sans contrepartie, ni évaluation ni contrôle.

De l'argent, il y en a ! Et pourtant…

Nos systèmes de sécurité et de protection sociales restent au cœur des régressions mises en œuvre par la Macronie. Alors qu'elle est demandée par les organisations syndicales, l'abandon d'une énième réforme de l'assurance chômage visant à casser un peu plus encore les droits des privé.es d'emploi n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Dans la Fonction publique, l'annonce d'une nouvelle séquence de la réforme de l'État et d'un nouvel acte de décentralisation se veut une nouvelle machine de guerre visant à réduire le champ des missions de service public de l'État, en surchargeant les collectivités locales qui ne disposent déjà plus des moyens de financement nécessaires à leurs propres missions.

Dans le même temps, les conditions de vie et de travail des agent·es public·ques pourraient connaître une nouvelle dégradation sous l'effet, notamment, de milliers d'emplois supprimés, du gel de la valeur du point et des déroulements de carrière, de la persistance d'inégalités salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, d'une dégradation des droits en santé et en prévoyance au titre de la protection sociale complémentaire ou encore de la baisse drastique des budgets alloués au financement des politiques interministérielles d'action sociale…

La Macronie et le patronat poursuivent leurs attaques contre le salariat du public comme du privé, la jeunesse, les retraité·es, les privé·es d'emploi.

Ensemble, nous pouvons les arrêter.

Ensemble, nous pouvons imposer une autre appropriation des richesses produites par et pour le monde du travail.

Pour nos retraites, nos droits à la protection et à l'action sociale, nos services publics, l'augmentation des traitements, des salaires, des pensions et des retraites.
Mobilisons-nous, y compris par la grève et dans les manifestations, le mardi 2 décembre prochain !

UFSE-CGT >> 263, RUE DE PARIS /// CASE 542 /// 93514 MONTREUIL CEDEX • 01 55 82 77 56 •
ufse@cgt.fr • www.cgtetat.fr